

Combien de Maires, en France, aussi dhimmis que le LR David Lisnard ?

écrit par Christine Tasin | 4 juillet 2023





J'ai relevé dans sa déclaration 2 passages absolument inacceptables.

La mort d'un jeune homme tué à Nanterre mardi dernier a soulevé une grande émotion. La justice s'est saisie le jour même de l'affaire et a ouvert une enquête.

Un jeune homme, vraiment ? Le minimum eût été de dire un contrevenant non ???

Depuis cette date, partout sur le territoire national, nous faisons face à un cycle inouï de violences, que rien ne peut justifier et qui trahit cette légitime émotion en la transformant en une délinquance de droit commun.

Légitime émotion, vraiment ? Légitime de refuser de reconnaître que celui qui a reçu une balle n'avait pas obéi aux ordres de la police et avait de s'y soustraire en redémarrant la voiture ? Légitime de refuser de reconnaître que celui qui a reçu une balle était un contrevenant avec un passé de délinquant à 17 ans ?

Alors il ne faut pas s'étonner si certains maires dhimmis

ont fait une minute de silence pour le délinquant Nahel, comme les députés. Ben oui, ces dhimmis de compétition ont osé renvoyer dos-à-dos pour certains, Nahel et le [jeune pompier mort à Saint-Denis](#) la nuit dernière ! Et une minute de silence pour chacun, pas de jaloux ! Honteux !

Alors, il ne faut pas s'étonner si, demain ou après-demain, les quartiers s'embrasent à nouveau, si la France tout entière s'embrase, ce qui nous menace chaque jour davantage.

Ce n'est pas en excusant un délinquant qu'on va faire disparaître l'insurrection. Au contraire. C'est un véritable aveu de faiblesse, c'est un aveu de dhimmitude, c'est reconnaître que « les autres » fussent-ils des coquins (et je suis gentille) ont tous les droits, y compris celui de mettre en danger la vie des nôtres et la vie de nos policiers.

Ci-dessous l'ensemble de sa déclaration dont je ne vois pas à quoi elle sert, sauf à essayer d'acheter la paix sociale en faisant croire que seule une toute petite minorité serait responsable (mais pas vraiment coupable) des exactions. Les autres auront tous compris que les politiques, de Macron au petit Maire isolé, vont faire payer le cochon de contribuable français pour reconstruire, réparer... et surtout offrir de nombreuses « compensations » à la mort d'un dealer.



Appel des maires de France

Nous refusons que notre pays continue de sombrer dans le chaos. Nous refusons de regarder passivement les mairies brûler, les magasins pillés, des domiciles de maires attaqués, tous les Français victimes d'actes injustifiables de dégradations et de violences. Malheureusement, cette situation ne nous surprend pas et les maires de France alertent depuis des années sur la dégradation de notre société. Il faudra en tirer le moment venu toutes les conclusions en termes de politiques publiques nationales.

En attendant, nous enjoignons l'Etat, qui a la responsabilité du maintien de l'ordre et dont la vocation est de protéger la société, de rétablir la sécurité par tous les moyens opérationnels et en droit dont il dispose.

La mort d'un jeune homme tué à Nanterre mardi dernier a soulevé une grande émotion. La justice s'est saisie le jour même de l'affaire et a ouvert une enquête.

Depuis cette date, partout sur le territoire national, nous faisons face à un cycle inouï de violences, que rien ne peut justifier et qui trahit cette légitime émotion en la transformant en une délinquance de droit commun.

Malgré l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers, des familles sont mises en danger et doivent être évacuées. Leurs biens personnels sont détruits. Des commerces et des entreprises voient leurs locaux pillés et incendiés. Des maires sont menacés, injuriés ou frappés. Les bâtiments communaux sont saccagés.

Ces actes de violence d'une minorité sont inacceptables et pénalisent en premier lieu l'ensemble des habitants.

Par la dégradation des bâtiments publics, ils empêchent les services publics de fonctionner au service de la population.

Par les destructions d'écoles et de bibliothèque, ils sabordent les outils d'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, donc à l'égalité des chances.

Par l'effet délétère des images et des réseaux, ils renforcent la stigmatisation des quartiers et des autres habitants.

Par les violences contre les élus, ils attaquent le cœur de notre démocratie. Cette dérive des comportements n'a aucune issue et ne fera qu'aggraver les difficultés que leurs auteurs prétendent dénoncer. La violence n'est jamais une solution.

Les maires sont profondément attachés à l'unité et à la cohésion de notre pays : ils y contribuent chaque jour en agissant au plus près des citoyens. Ils observent avec consternation le déchaînement de violence qu'impose au pays une minorité agissante. Mais, ils ne s'y résignent pas et sont résolus à s'y opposer.

Les Maires de France appellent donc d'abord l'Etat à rétablir l'ordre républicain : c'est sa responsabilité pleine et entière. Il ne peut y avoir de justice sans ordre.

Les maires de France appellent ensuite à une mobilisation civique de la société pour le respect de la République et de la France. Chacun doit y prendre sa part sans la responsabilité et le calme pour que le dialogue puisse reprendre.

A nous, maires, il appartiendra de tirer lucidement les leçons de cette crise, d'en décortiquer les ressorts profonds, de retisser les liens brutalement rompus et inlassablement de construire la cohésion dont notre Nation a tant besoin.

Vive la République, vive la France

Alors il ne faut pas s'étonner si certains maires dhimmis ont fait une minute de silence pour le délinquant Nahel, comme les députés.

Alors, il ne faut pas s'étonner si, demain ou après-demain, les quartiers s'embrasent à nouveau, si la France tout entière s'embrace, ce qui nous menace chaque jour davantage.

Ce n'est pas en excusant un délinquant qu'on va faire disparaître l'insurrection. Au contraire. C'est un véritable aveu de faiblesse, c'est un aveu de dhimitude, c'est reconnaître que « les autres » fussent-ils des coquins (et je suis gentille) ont tous les droits, y compris celui de mettre en danger la vie des nôtres et la vie de nos policiers.

